

Élections québécoises 2007

7^e Congrès extraordinaire de la FTQ

Document d'appui



**Le 3 mars 2007
Centre Sheraton
Montréal**

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

565, boul. Crémazie Est, bureau 12100

Montréal (Québec) H2M 2W3

Téléphone : 514 383-8000

Télécopieur : 514 383-8038

www.ftq.qc.ca

Dépôt légal — 1^{er} trimestre 2007

Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 978-2-89639-018-2



TABLE DES MATIÈRES

NOTRE AUTONOMIE POLITIQUE.....	5
LES LIBÉRAUX : UN BILAN DÉSASTREUX	6
LE PARTI QUÉBÉCOIS : UN APPUI RÉFLÉCHI.....	8
APRÈS LE 26 MARS 2007, NOUS RESTERONS VIGILANTS.....	12
RÉSOLUTION D'APPUI AU PARTI QUÉBÉCOIS	13

Notre autonomie politique

Au dernier congrès de la FTQ, nous avons réaffirmé notre autonomie totale et entière à l'égard de tout parti politique. L'autonomie politique n'est pas synonyme de neutralité puisque cela ne nous a jamais empêché de développer une plateforme électorale, d'évaluer la performance des gouvernements sortants ou de donner un appui ponctuel à un parti politique lors d'élections générales.

Au Québec, nous avons pris position pour la première fois lors des élections de 1976 en donnant notre appui au Parti québécois. Un tel appui est conditionnel. Pour faire une évaluation, nous avons adopté des conditions précises :

- Un parti social-démocrate ou en mesure de répondre aux aspirations des travailleurs et des travailleuses.
- Un parti autonome à l'égard des partis fédéraux.
- Un parti dont le programme et l'orientation à l'égard du devenir du Québec et de la question nationale sont compatibles avec les positions de la FTQ.

Pour la FTQ, la participation active aux débats électoraux s'inscrit donc dans une longue tradition d'engagement politique lié à notre action syndicale. À chaque élection, il y a lieu de faire un bilan et si un appui à un parti est envisagé, il doit être évalué lors d'un Congrès extraordinaire. Ce à quoi nous sommes aujourd'hui conviés.

Notre action politique électorale

Qu'il soit résolu que ce 27^e Congrès réaffirme l'autonomie totale et entière de la FTQ à l'égard de tout parti politique.

Qu'il soit résolu que l'appui de la FTQ à un parti politique lors d'élections québécoises fasse suite à un congrès statutaire ou extraordinaire et tienne compte des critères suivants : un parti social-démocrate ou en mesure de répondre aux aspirations des travailleurs et des travailleuses; un parti autonome à l'égard des partis fédéraux; un parti dont le programme et l'orientation à l'égard du devenir du Québec et de la question nationale sont compatibles avec les positions de la FTQ.

Source : *La FTQ et l'action politique*, Déclaration de politique du 27^e Congrès de la FTQ, 29 novembre au 3 décembre 2004, page 19.

Les Libéraux : un bilan désastreux

On dit que le passé est garant de l'avenir. Au moment de choisir notre prochain gouvernement, il ne faut surtout pas oublier le bilan lamentable des années libérales sous le leadership de Jean Charest.

La démocratie et les droits syndicaux : affaiblissement stratégique!

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Jean Charest évacue les syndicats des structures de développement régional et crée, sans les partenaires socio-économiques, des Conférences régionales des élus (CRÉ). Il modifie l'article 45 du *Code du travail* et affaiblit la protection des travailleurs et des travailleuses contre la sous-traitance. Il enlève le droit à la syndicalisation aux personnes, en très grande majorité des femmes, oeuvrant dans les garderies en milieu familial et dans les ressources intermédiaires dans le secteur de la santé et des services sociaux. Il force le regroupement d'unités d'accréditation syndicale dans ce dernier secteur.

Avec en toile de fond un immense mépris pour les travailleurs et les travailleuses du secteur public et parapublic, le gouvernement libéral de Jean Charest négocie de mauvaise foi et met fin abruptement aux négociations en imposant par décret les conditions de travail. Il crée l'Agence des partenariats public-privé (PPP) et développe des projets en PPP comme ceux des mégahôpitaux universitaires sans

qu'un véritable débat public n'ait été tenu sur la formule appropriée.

Avec un égal mépris pour d'autres secteurs de la population québécoise, le gouvernement libéral adopte des mesures alambiquées de défusions municipales ou menaçantes pour l'intégrité territoriale des parcs provinciaux (Mont Orford) ou pour l'environnement (centrale du Suroît).

Tout cela, il le fait en réduisant les consultations à leur plus simple expression et en faisant adopter ses projets de loi sous la contrainte du bâillon.

Si le Parti libéral de Jean Charest est réélu, quelles seront les nouvelles cibles de son programme anti-syndical et antidémocratique?

Emploi et développement économique : abandon et laisser-faire!

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement Charest adopte une politique de laisser-faire. Sans prévenir les partenaires du marché du travail, il déleste les entreprises ayant moins d'un million de dollars de masse salariale (soit la grande majorité) de l'obligation d'en consacrer à peine 1 % à la formation de leur main-d'œuvre. Sans analyse de l'impact sur l'économie et l'emploi, il coupe près de 800 millions de dollars dans l'aide aux entreprises, notamment des crédits d'impôt et des congés fiscaux visant à stimuler l'emploi.

Contre la volonté des régions, il abolit le Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (appelé programme FAIRE) qui avait pourtant fait ses preuves en matière de création d'emplois. Il ratatine l'importance du ministère des Régions en l'incorporant à celui des Affaires municipales et coupe 37 % du budget consacré au développement régional. Il remet en question le rôle des sociétés d'État à vocation économique, comme la SGF, Investissement Québec et les sociétés Innovatech. Ainsi, d'un seul coup, il fait passer les investissements en capital de risque de 300 millions de dollars (2002-2003) à 12 millions de dollars (2003-2004). Malgré un relèvement récent des sommes disponibles, le résultat demeure : les projets d'investissements et l'emploi sont en panne sèche.

Ce gouvernement ne développe aucune stratégie alternative en matière de création d'emplois. Alors que la crise dans le secteur forestier hypothèque l'avenir de milliers de familles dans les régions du Québec, le gouvernement Charest tarde et tergiverse. Plutôt que d'appliquer l'ensemble des recommandations de la commission Coulombe sur la gestion de la forêt publique, il décide de couper de 20 % la possibilité forestière sans prévoir de mesures d'atténuation pour les travailleurs et travailleuses. Ce n'est qu'après de multiples pressions et bien du temps qu'il adoptera des mesures de soutien aux seules entreprises et travailleurs et travailleuses de la forêt.

Alors que l'emploi manufacturier est en chute libre, pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, il continue d'appliquer une politique de non-intervention. Ce n'est pas pour rien qu'en fin de mandat, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a moins de budget que quatre ans auparavant.

Si le Parti libéral de Jean Charest est réélu, est-ce que ce gouvernement sera capable d'un sérieux coup de barre en matière de développement économique et de création d'emplois dans toutes les régions du Québec alors qu'il prône une philosophie de laisser-faire économique et de non-intervention en matière d'emploi?

Justice sociale : une grande arnaque!

Le gouvernement libéral de Jean Charest ne cesse de se vanter des plus grandes réalisations en matière sociale : régime québécois d'assurance parentale, réseau de garderies, équité salariale dans le secteur public. Il oublie de préciser que tous ces dossiers de longue haleine sont le fruit des initiatives et travaux des gouvernements précédents!

Il passe aussi sous silence ses promesses reniées. La politique de conciliation travail-famille se fait toujours attendre. Alors qu'il en avait fait une priorité, la situation dans le secteur de la santé ne s'est pas sensiblement améliorée. Ce gouvernement a adopté là aussi une politique de laisser-faire telle que des cliniques privées ouvrent leurs portes en défiant publiquement les lois québécoises. Un véritable chèque en

blanc pour une médecine à deux vitesses!

De plus, fidèle à sa pensée économique néolibérale en matière fiscale, le gouvernement libéral de Jean Charest a choisi la pire voie. Les hausses de tarifs se multiplient et totalisent déjà plusieurs milliards de dollars en moins dans les poches des Québécois et des Québécoises. Ce ne sont pas les maigres baisses d'impôt (moins de 1,5 milliard de dollars) qui permettent de compenser le poids de ces hausses tarifaires qui font malheureusement surtout mal aux plus démunis et à la classe moyenne.

Si le Parti libéral de Jean Charest est réélu, poursuivra-t-il dans la voie des baisses d'impôt, des hausses de tarifs ou de la privatisation, au risque de mettre en péril les finances publiques et les services publics?

Le Parti québécois : un appui réfléchi

Un programme social-démocrate

Le programme du Parti québécois est résolument social-démocrate. Les travailleurs et travailleuses que nous sommes y retrouvent leurs revendications.

- Travailler en français.
- Soutenir le désir d'avoir des enfants notamment par des mesures cohérentes de conciliation famille / études / travail.

- Agir collectivement pour un développement durable.
- Revitaliser la démocratie en élargissant l'accès à la syndicalisation, en augmentant la concertation.
- Protéger les personnes travaillant de façon atypique.
- Développer une main-d'œuvre de qualité notamment par la formation continue.
- Développer l'économie des régions.
- Assurer l'efficacité, l'accessibilité et la qualité des services publics d'éducation, de santé, de sécurité du revenu, etc.
- Promouvoir l'identité, la langue et la culture.
- Réaliser la souveraineté politique du Québec.

Aussi, nous y retrouvons le respect du mouvement syndical comme acteur important dans le développement social, économique et démocratique de la société québécoise. Ainsi, dans son programme, le Parti québécois affirme « *reconnaître le syndicalisme comme voie privilégiée pour faire participer les travailleuses et les travailleurs à la vie démocratique, au dialogue social et à la mobilisation nationale pour le plein emploi et pour une société plus juste et plus humaine.* » (Programme du PQ, page 48)

Le programme du Parti québécois

« Le Parti québécois est voué à la création et au développement d'un pays profondément démocratique, pacifique, francophone, d'éducation, créatif, inclusif, laïc, promoteur du développement humain et du développement durable, prospère, solidaire, décentralisé et ouvert sur le monde. (...) »

2. Le Québec est et sera démocratique. *Le Parti québécois fait une large place à la participation civique dans les prises de décision et la gestion des affaires de la communauté. » (...)*

« 9. Le Québec est et sera prospère. *Le Parti québécois se préoccupe de ce que le Québec demeure parmi les pays les plus industriels et les plus productifs du monde. Il s'engage résolument à développer un pays dont la prospérité sera fondée sur le savoir, l'innovation et la formation ainsi que sur une exploitation rationnelle de ses ressources naturelles et du respect des normes fondamentales du travail. Il mise aussi sur la coopération entre les différents acteurs économiques, sociaux et politiques sur l'occupation dynamique de son territoire.*

« 10. Le Québec est et sera solidaire. *Le Parti québécois est social-démocrate. Il vise une répartition plus égalitaire des perspectives d'avenir, des pouvoirs et de la richesse non seulement entre les groupes sociaux et entre les générations, mais également entre les régions du Québec et entre les pays du monde. Ce choix appelle à la poursuite constante d'une égalité de fait pour les femmes et au respect rigoureux et sans compromis des droits fondamentaux de l'ensemble des citoyennes et des citoyens du Québec. Il commande aussi le soutien aux familles, aux enfants et aux aînées et aînés du Québec. Le Parti québécois s'engage à promouvoir une mondialisation juste et équitable. »*

Source : Parti québécois, *Un projet de pays, Déclaration de principes, Programme de pays, Statuts du Parti québécois*, adoptés lors du XV^e Congrès national, les 3, 4 et 5 juin 2005, pages 3 et 4. (Version Internet non officielle)

Une feuille de route qui répond à notre plateforme électorale

La FTQ a adopté à l'hiver 2006 une plateforme d'intervention devenue depuis notre plateforme électorale¹. La feuille de route du Parti

québécois, leur plateforme électorale, va aussi dans le sens des aspirations des travailleurs et des travailleuses et répond à plusieurs des préoccupations que nous avons explicitées dans la nôtre. En voici quelques-unes :

¹ *La FTQ et ses syndicats affiliés : au cœur de l'action*, Automne 2006, 18 pages. On peut télécharger le document au www.ftq.qc.ca.

- Des mesures précises concernant le développement économique en général, celui du secteur manufacturier en particulier et plus spécifiquement celui des régions. Le Parti québécois, à la manière de la FTQ, valorise une plus grande productivité fondée non pas sur des bas salaires mais plutôt sur un plus grand investissement des entreprises. Les mesures proposées touchent autant le développement des entreprises (incitatifs fiscaux par exemple) que la protection des travailleurs et des travailleuses (programme d'aide aux travailleurs âgés par exemple). (Voir encadré, page 11).

- Le rétablissement des pleins droits à la libre négociation et à la liberté d'association dans le secteur public. Ainsi un gouvernement du Parti québécois « *éliminera immédiatement les aspects du chapitre 4 de la loi 142 qui briment la libre négociation, entreprendra immédiatement une démarche pour modifier le cadre de négociation dans le secteur public (cette démarche se fera en concertation avec le milieu syndical et visera à revoir le cadre légal pour permettre l'exercice réel du droit de négocier tout en tenant compte de l'intérêt public) [et] entreprendra des pourparlers anticipés aussitôt qu'il y aura entente sur un nouveau cadre de négociations afin de remplacer la présente convention, dès son échéance, par une entente négociée.* »

- Le traitement uniforme de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses pour l'accès aux outils

de prévention en santé et sécurité du travail : représentant à la prévention, comité de santé-sécurité, programme de prévention. Ainsi un gouvernement du Parti québécois « *étendra, avec les adaptations nécessaires, l'application de la Loi sur la santé et la sécurité du travail à tous les secteurs d'activité comme c'est le cas dans les actuels secteurs prioritaires.* »

- Des priorités en santé qui rejoignent les nôtres. Réduire l'attente pour les chirurgies, augmenter les ressources pour les soins à domicile des personnes âgées ou vulnérables, améliorer l'accès à un médecin de famille, assurer un virage prévention et des services sociaux plus efficaces. Tout en reconnaissant que « *la privatisation n'est pas une solution. Le Canada figure déjà parmi les pays de l'OCDE où le privé occupe une plus grande place dans les soins de santé, et la situation ne s'est guère améliorée.* »

- Un financement adéquat du secteur de l'éducation. « *La consolidation et le développement de notre réseau collégial et universitaire deviennent impérieux dans une économie fondée sur le savoir et la productivité. Nos universités ont un urgent besoin de redressement budgétaire, sans quoi l'accessibilité et la qualité de l'enseignement seront gravement menacées. De plus, le développement, la vitalité culturelle et la prospérité de nos régions reposent en grande partie sur la présence dynamique de nos collèges.* »

○ Des mesures concernant les familles et les femmes. Ainsi, un gouvernement du Parti québécois « mettra sur pied un programme incitatif de conciliation travail-famille-études global, en partenariat avec les syndicats et le patronat [...] et] lancera une campagne de sensibilisation contre la violence faite aux femmes qui s'étendra sur une période de 10 ans. »

Dans la feuille de route péquiste, on trouve aussi des engagements pour assurer une meilleure gouvernance de l'État dans le respect des travailleurs et des travailleuses, des

citoyens et des citoyennes. Un gouvernement du Parti québécois « favorisera la mise en place de l'État-partenaire, qui conviera les secteurs public, privé, communautaire et de l'économie sociale à travailler ensemble dans le bien commun; restreindra la pratique du bâillon dans les règles parlementaires; mobilisera les secteurs public et privé, afin de sensibiliser la population québécoise à l'importance de lutter contre le racisme, l'exclusion et la discrimination. »

La Feuille de route du Parti québécois en matière d'économie

« Nous ne pouvons ni ne voulons concurrencer les économies émergentes comme la Chine et l'Inde sur le plan des bas salaires. Nous devons dégager des marges en ajoutant le plus de valeur possible à nos produits. Il faut donc relancer notre secteur manufacturier en incitant les entreprises à investir dans la formation, l'équipement, l'innovation et les nouvelles méthodes de production. » (page 16)

« L'État québécois doit aussi adopter des stratégies de développement économique favorisant le développement des régions. Contrairement aux libéraux de Jean Charest, nous ne croyons pas que les lois du marché suffiront à elles seules à régler les problèmes dans les activités de 2^e et 3^e transformations ni dans ceux des secteurs forestier ou agricole. » (page 20)

« Un gouvernement du Parti québécois :

- *mettra en œuvre une nouvelle politique pour favoriser la formation de la main-d'œuvre en situation d'emploi; (page 12)*
- *incitera les sociétés d'État à vocation économique, en particulier la Société générale de financement (SGF) et Investissement Québec, à mieux appuyer les entrepreneurs et le développement économique du Québec, notamment les priorités de développement régional prévues aux projets ACCORD; (page 16)*
- *négociera pour obtenir une contribution financière du gouvernement fédéral dans le cadre d'un programme d'aide aux travailleurs âgés; (page 21)*
- *encouragera la recherche, le développement et l'innovation pour les 2^e et 3^e transformation et favorisera la diversification économique des régions; » (page 21)*

Source : Parti québécois, *Reconstruisons notre Québec*, Feuille de route, février 2006, 24 pages.

Après le 26 mars 2007, nous resterons vigilants

Nous ne pouvons passer l'éponge sur les attaques du gouvernement Charest contre les travailleurs et les travailleuses, particulièrement dans les premières années de son mandat. Malgré de timides tentatives d'un repositionnement vers le centre de l'échiquier politique ces derniers mois, c'est trop peu, trop tard. Surtout, malgré ses promesses électorales, nous ne pouvons faire confiance à ce parti pour répondre aux aspirations des travailleurs et des travailleuses. Nous ne pouvons nous permettre de revivre quatre années de mépris et de démantèlement de la société québécoise.

Le Parti québécois est le seul choix qui nous permette de battre le gouvernement en place. Le programme du Parti québécois correspond à nos critères. Sa plateforme électorale respecte bon nombre des préoccupations que l'on retrouve dans notre plateforme. Avec notre aide, ce parti peut reprendre le pouvoir.

Mais nous ne tenons pas tout pour acquis. Notre appui au Parti québécois, aujourd'hui comme hier, est basé sur ses engagements en faveur de l'emploi et ses objectifs sociaux-démocrates. Nous partageons aussi son option souverainiste. Élu, il faudra cependant suivre ce gouvernement de près.

Aujourd'hui comme hier, nous devons comprendre que c'est notre mobilisation et notre vigilance qui feront la différence. Donner notre appui au Parti québécois dans la présente campagne, ce n'est pas un geste anodin. C'est un risque calculé qui vise à éloigner du pouvoir un parti, le Parti libéral, qui a bafoué les droits des travailleurs et des travailleuses. C'est un risque calculé qui fait le pari qu'un gouvernement du Parti québécois aura compris l'importance de gouverner dans le respect des travailleurs et des travailleuses, des citoyens et des citoyennes, en éloignant le brouillard néolibéral qui empoisonne la vie des Québécois et des Québécoises.

Faire ce pari implique par contre que nous participerons activement à la campagne électorale et, qu'au lendemain de l'élection, nous serons là pour rappeler leurs engagements à ceux et celles que nous aurons soutenus.

Nous conservons intégralement notre autonomie politique. Cela signifie qu'en tout temps nous serons libres d'élever le ton, de nous mobiliser et de nous opposer avec vigueur aux décisions contraires à nos intérêts. Nous participerons également pleinement à la construction de cette société que nous voulons plus prospère et plus équitable.

Résolution d'appui au Parti québécois

ATTENDU les attaques subies par nos membres et la population québécoise de la part du gouvernement Charest depuis 2003;

ATTENDU que le programme et la feuille de route du Parti québécois répondent aux préoccupations exposées dans la plateforme électorale de la FTQ;

ATTENDU que le Parti québécois est le seul parti qui peut, de façon réaliste, battre le Parti libéral;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE LA FTQ DONNE SON APPUI AU PARTI QUÉBÉCOIS LORS DE L'ÉLECTION DU 26 MARS 2007.

DS/AL/do
SEPB-574

